

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 10 octobre 2016

Solidarité avec les réfugiés : Ne nous laissons pas diviser

La France, l'Europe, « terres d'accueil » ? Quelle sinistre blague. Nos dirigeants, toutes tendances politiques confondues, ont beau faire semblant de pleurer sur le sort des réfugiés, ce sont les pays frontaliers des zones de guerre qui accueillent l'immense majorité de ces populations. Le conflit syrien a déjà provoqué près de 5 millions de réfugiés, principalement vers la Turquie (2,5 millions), le Liban (1,1 million) et la Jordanie (628 000). Ces pays ont accueilli plus de 86 % des réfugiés syriens. Dans le même temps s'est construite l'Europe des barbelés, avec son agence Frontex qui tout en faisant la fortune des marchands de béton, de barbelés, de drones de détection, d'avions et bateaux de surveillance, sans oublier de centres de détention, a transformé la Méditerranée en cimetière : 10 000 noyés depuis le début de 2014.

Tous ces milliards qui vont au business des contrôles migratoires, sont à comparer aux sommes dérisoires consacrées ici aux quelques misérables centres d'accueil et mesures d'accompagnement.

Des murs, encore des murs...

Et voilà que ce business de la chasse aux migrants, en veut plus. Voilà que depuis le 6 octobre, une « Agence européenne de gardes-frontière » remplace l'ancienne (Frontex), avec plus de moyens et de prérogatives, et au moins le double de personnel.

Malheur aux populations jetées dans la misère et l'exode alors que la guerre fait des ravages en Syrie et en Irak. Voilà la seule réponse des pays les plus riches de l'Europe, à commencer par la France.

Le gouvernement complice des racistes

Il n'y a même pas besoin d'aller aux confins de l'UE pour trouver des murs. À Calais, le gouvernement Valls fait construire un mur « anti-migrants » de quatre mètres de haut et d'un kilomètre de long, au coût de 2 millions d'euros. Même la mairie de Calais (LR) ne souhaite pas de ce nouveau mur qui s'additionne à des kilomètres de barrières déjà construits.

Surtout le ministre Cazeneuve prépare l'opération de démantèlement de la « jungle » de Calais qui regroupe des migrants qui souhaitent rejoindre la Grande-Bretagne ou qui se retrouvent à Calais car ils sont pourchassés des campements de fortune à Paris.

La politique gouvernementale a ouvert le champ libre à tous les racistes et aux discours anti-migrants. Jusqu'à

l'organisation, dans quelques villes et villages, de manifestations contre l'ouverture de centres d'accueil. Ces centres, mis en place au compte-gouttes avec des moyens dérisoires, ne concerneront que quelques dizaines de réfugiés chacun, dans des immeubles qui étaient le plus souvent désaffectés.

Heureusement, même si les médias en ont moins parlé, d'autres manifestations se sont exprimées en faveur de l'accueil, regroupant souvent plus de monde que celles des hostiles aux migrants.

Ce ne sont pas les migrants qui licencient !

Sarkozy, dans son opération de surenchère électorale, s'en est pris au regroupement familial (sur lequel il annonce un référendum). Le regroupement familial en France, cela concerne 12 000 personnes par an. Ces dernières connaissent déjà de longues tracasseries administratives pour parvenir à rejoindre leur parent qui vit et travaille en France. Mais qu'importe aux démagogues.

Si il y a du chômage et de la misère ici, il n'y a qu'un seul responsable, ce sont les patrons qui licencient avec le feu vert que donnent les Hollande et Sarkozy, qui se sont toujours placés de leur côté. Si le monde est parcouru de guerres, les dirigeants des grandes puissances en sont les premiers responsables. Ne nous trompons pas de camp. Nous, travailleurs, avons bien plus en commun avec les migrants qu'avec les patrons et les dirigeants politiques à leur service. Nous n'avons rien à gagner à la multiplication des frontières.

Goodyear : le combat continue

Les 19 et 20 octobre prochains a lieu, à Amiens, le procès en appel des huit Goodyear, qui avaient été condamnés à 24 mois de prison, dont neuf fermes, pour avoir lutté contre la fermeture de leur usine. À cette occasion, la CGT Goodyear appelle à un rassemblement en soutien aux travailleurs. C'est aussi le moyen d'affirmer que « la mobilisation autour des 8 Goodyear est la continuité des mouvements contre la loi Travail ». Ces deux jours seront un moment de rencontres, de convergences de tous les salariés en butte non seulement à la répression, mais aussi aux licenciements et suppressions de postes. Les mobilisations à venir se construiront en coordonnant nos efforts.

Pour licencier deux salariés dans leur droit...

La direction demande le licenciement de deux salariés CGT (dont un délégué) du Ferrage B5. Mardi 27 septembre, ils étaient intervenus au Montage B2, MV4, contre l'insécurité due à un stockage sauvage de caisses de pièces posées à terre et à des kanbans. Ceux-ci, n'étant pas toujours fixés au sol, risquaient d'être accrochés par n'importe quel engin roulant et d'être projetés sur des salariés. Les ouvriers étaient ainsi exposés à un risque permanent d'accident.

Ces deux salariés étaient dans leur droit et ont eu parfaitement raison de le faire valoir contre une insécurité qui nous menace tous, dans tous les secteurs.

... La direction use de méthodes de gangsters

À cette même action, la direction n'a pas hésité à recourir à la provocation physique. Un membre de la direction a même menacé un délégué FO qui a fait un malaise et a été transporté sur une civière.

Les intimidations mafieuses de la direction ne nous empêcheront jamais de nous battre contre l'insécurité, pour faire respecter la loi et nos droits.

Risquer la vie de Pierre pour mieux virer Paul

Au Montage B2, GAV, au poste de barre anti-devers, la direction veut que ce soit désormais le moniteur qui mette les barres dans les kanbans, alors qu'avant c'est un cariste qui le faisait. Pour faire ça, il serait obligé de travailler en bord d'allée au risque de se faire accrocher par un car. La direction réfléchit même à ce que ce soit le salarié de chaîne qui prenne lui-même la barre dans le bac pour la monter directement sur le berceau du véhicule, au risque là de s'y casser le dos.

La direction supprime des postes de caristes au risque de nous bousiller. On ne se laissera pas faire !

La politique de la terre brûlée

Au Montage B2, équipe C, les arrêts de chaînes se sont accumulés dans la nuit de mercredi à jeudi derniers, les moniteurs cavalaient partout. La direction n'embauche plus personne en nuit au Montage, parfois les trois quarts des collègues sur chaîne sont intérimaires (presque la totalité au Montage B3), envoyés sans formation sur des postes inconnus.

La nuit, tous les chats sont gris

La direction fera tout pour vider l'équipe de nuit et imposer son avenant pour une équipe à 28h30. L'encadrement n'échappera pas au chantage quand il s'agira de la supprimer complètement, à moins bien sûr qu'on riposte tous pour faire échec à ses projets.

PSA continue d'externaliser les licenciements

Après EVN, la direction s'en prend maintenant à la Maintenance centrale. Elle voudrait vendre les parties « Bâtiments infrastructure levage » et « énergie eaux fluides ». Comme ceux d'EVN à Gefco-GAS, ce sont 46 salariés de la Maintenance qui sont menacés d'être vendus à Dalkia, entreprise chargée de sous-traiter... les licenciements.

Autant de menaces qui pèsent sur nos emplois

Charles Peugeot (un petit-fils de la dynastie) a dit à des responsables hiérarchiques et à des membres du CE, lors d'une réunion à Vélizy, que le prochain véhicule premium attribué à PSA Poissy ne le serait qu'à 60 000 véhicules par an. Si les commandes suivent bien sûr.

À terme, ça représentera 280 véhicules par jour. À comparer aux 1 100 véhicules fabriqués sur Poissy actuellement. La direction tentera de sabrer dans les effectifs en conséquence, en gagnant encore en productivité. On ne se laissera pas faire !

Bien loin des ateliers...

PSA met en place l'IC-CHSCT (Instance de Coordination des Comité d'Hygiène et de Sécurité). Un système à deux étages, qui présente de nombreux avantages pour la direction : enlever certains pouvoirs d'intervention aux CHSCT locaux, éloigner encore un peu plus les élus des ouvriers, et les trier sur le volet en privilégiant ceux qui votent comme le patron.

Une attaque bien ficelée, qui n'empêchera pourtant pas la colère de s'exprimer à la base.

À titre de comparaison

Selon la CGT PSA, le salaire d'embauche est de 9,96 € bruts/heure pour un intérimaire, de 11,20 € pour les ouvriers en CDI, de 11,20 € bruts/heure à 16,53 € du technicien au RU. À lui seul, Carlos Tavares perçoit 598 € de l'heure...

Une augmentation générale de salaire mensuel de 300 € nets pour tous ne représenterait que 1,98 € d'augmentation de l'heure.

Iraniens : ni chair à canon ni chair à patron !

Maintenant que tous les pays impérialistes se sont réconciliés avec l'Iran, PSA y remet les deux pieds. Selon le journal *Les Échos*, avec un salaire de 4 € de l'heure, les ouvriers y produiront des véhicules de 10 000 à 20 000 € qu'ils ne pourront pas s'acheter.

Quand l'État français vendait dans les années 80 des armes à Saddam Hussein contre les Iraniens, il n'hésitait pas à en faire de la chair à canon, PSA en fait maintenant de la chair à patron, ou à pognon.

En Corée comme ici, la force des travailleurs...

En Corée du Sud, fin septembre des dizaines de milliers de travailleurs des usines automobiles Hyundai ont fait une grève totale. Ces derniers mois, la grève avait été préparée par 19 jours de grève partielle.

Ces travailleurs ne se satisfont pas des 46 € d'augmentation mensuelle que leur propose leur direction et revendique au moins autant que l'année dernière : 68 €. Selon les chiffres de la direction de Hyundai ces débrayages ont fait perdre 114 000 voitures et 2 milliards de dollars.

Dans un pays où l'État n'hésite pas à emprisonner dernièrement 20 dirigeants et militants syndicaux, c'est une bonne leçon pour ces patrons arrogants et leur laquais : sans ouvriers, pas de bagnole !